



# Chapitre 1

## Introduction

### *1.1 Pourquoi une étude de la politique Agricole en Afrique de l'Ouest ?*

Après avoir été longtemps négligée, l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest retrouve une place de choix dans les programmes politiques. Les gouvernements de la région et leurs partenaires de développement reconnaissent désormais clairement le rôle essentiel de ce secteur pour la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. L'adoption par l'Union africaine du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et la Déclaration de Maputo de 2003 ont marqué un nouvel engagement de l'Afrique dans ce secteur. Elles ont été suivies en 2005 par l'adoption par la CEDEAO de la Politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP), puis le développement et l'adoption d'accords ECOWAP/PDDAA par la CEDEAO et ses 15 Etats membres et l'élaboration de plans d'investissement pour exécuter ces accords. La crise des prix alimentaires de 2008 est une étape importante car elle a remis l'agriculture sous les feux de la rampe, et l'intérêt croissant des investisseurs privés extérieurs pour l'agriculture ouest-africaine a encore accentué cette attention.<sup>10</sup>

Parallèlement, le contexte dans lequel se trouve le secteur a radicalement changé au cours des trente dernières années. Les sociétés ouest-africaines connaissent de rapides mutations démographiques et socioéconomiques, avec une démographie et une urbanisation croissantes, des revenus en hausse et la mondialisation qui sont source de changements extraordinaires. Quarante-cinq pour cent des habitants des pays de la CEDEAO sont désormais

urbains, comparés à un tiers seulement en 1990. D'ici à 2018, la population des pays de la CEDEAO vivra en plus grand nombre dans les villes que dans les zones rurales et cette population urbaine, qu'elle soit pauvre ou de classe moyenne, a de nouvelles et étonnantes exigences par rapport au système alimentaire. Elle exige de plus en plus des aliments diversifiés et pratiques et des produits prêts à consommer, ouvrant ainsi éventuellement de nouveaux débouchés aux producteurs ouest-africains et à l'agro-industrie, à condition qu'ils réussissent à concurrencer les importations. Un très grand nombre de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail, et une agriculture qui se modernise et un système agroalimentaire plus développé ont le potentiel de créer les nombreux emplois dont ces jeunes ont désespérément besoin. Bien que l'agriculture soit encore le secteur le plus important en termes d'emplois et qu'elle contribue fortement au PIB de la plupart des pays, les économies se diversifient et les autres secteurs, y compris l'agroalimentaire, prennent de l'importance et pourraient contribuer à relever le défi de l'emploi.

Le cadre des politiques agricoles a aussi évolué de façon spectaculaire ; la démocratisation, la décentralisation et la libéralisation ont aussi accru le nombre d'acteurs participant à l'élaboration des politiques et la gamme des problématiques abordées dans les concertations politiques. Un exemple des nouvelles problématiques que doivent affronter les décideurs est celui du « double fardeau de malnutrition » car les problèmes de surnutrition (surpoids et obésité) commencent à émerger, notamment chez les femmes dans les villes, parallèlement aux problèmes récurrents de sous-nutrition. Qui plus est, l'intégration régionale s'intensifiant, le rôle des organisations régionales dans l'élaboration des politiques agricoles s'est accru. Avec ces nouvelles

<sup>10</sup> L'intérêt accru pour la politique agricole se reflète dans un certain nombre d'études récentes des politiques et de documents de stratégie (par exemple, Angelucci et al., 2013; Elbehri, 2013; Kanu et al., 2014 et West African Sub-Regional Office UNECA, 2012).

dimensions politiques, le secteur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest doit faire face au déclin des ressources naturelles, à des calamités récurrentes, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme, au changement climatique et à l'instabilité politique.

Ces mutations en Afrique de l'Ouest se produisent dans un contexte international en évolution, caractérisé par des conditions climatiques et un marché plus volatiles et des pressions croissantes exercées par la concurrence. Plusieurs tendances internationales se dégagent : (1) l'importance croissante des économies émergentes, en tant que débouchés pour les exportations agricoles de l'Afrique de l'Ouest et sources d'importations alimentaires, de technologies et d'investissements (2) un secteur agroalimentaire et de distribution de produits alimentaires de plus en plus mondialisé et concentré qui augmente à la fois ses sources d'approvisionnement et ses ventes dans les pays en développement (3) les marchés agricoles mondiaux qui passent d'une période de surproduction structurelle et de chute des prix à une époque de prix plus élevés et volatiles (4) des prix énergétiques plus élevés et une intégration accrue des marchés agricole et énergétique mondiaux et (5) l'érosion de la confiance dans la sécurité alimentaire basée sur les échanges suite aux interdictions d'exporter imposées par les fournisseurs d'aliments de base lors de la crise des prix alimentaires de 2008, conjuguée à l'impasse, jusqu'à une période récente, des négociations sur le commerce international du cycle de Doha.

Ces changements sont porteurs d'opportunités prometteuses mais aussi de défis inquiétants pour les systèmes agroalimentaires de l'Afrique de l'Ouest et rendent la formulation des politiques agricoles de plus en plus complexe. Outre la production agricole et la sécurité alimentaire, les questions liées à la gestion durable des ressources, à la nutrition, à la compétitivité, à la création d'emplois, et les interdépendances avec d'autres secteurs économiques sont des composantes de la politique agricole de plus en plus déterminantes. Il est clair que pour orienter la transformation du secteur agroalimentaire, la formulation des politiques agricoles doit transcender le cadre traditionnel des institutions du secteur agricole traitant principalement de la production au ni-

veau de l'exploitation agricole. Les décideurs politiques de la région doivent relever le défi consistant à coordonner et mettre en œuvre les politiques agricoles et non-agricoles afin d'orienter la transformation structurelle de la région, contribuant ainsi avec force à plusieurs objectifs clés. Elles comprennent la croissance économique inclusive, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et la satisfaction de la demande accrue des consommateurs qui exigent des aliments pratiques et sains, et de simultanément procéder de façon durable pour l'environnement, l'économie et la société.

La plus grande ouverture des marchés régionaux et internationaux ces dernières années offrent de nouvelles opportunités de croissance et d'investissement, mais suscitent aussi de graves préoccupations quant à l'organisation et le contrôle des systèmes agroalimentaires ouest-africains. Les décideurs politiques et la population s'inquiètent non seulement de savoir si l'agriculture et l'ensemble de la chaîne alimentaire peuvent connaître une croissance suffisamment rapide pour satisfaire les multiples demandes, mais aussi quelle forme prendra cette croissance—dans quelle mesure sera-t-elle inclusive et dans quelle mesure les Africains de l'Ouest auront-ils voix au chapitre concernant sa direction (Kanu et al., 2013). Parmi les nombreux défis que les décideurs doivent relever, deux se trouvent au cœur des nombreuses concertations politiques en Afrique de l'Ouest :

» *Le dilemme des prix-alimentaires.* Les prix alimentaires jouent deux rôles essentiels dans les économies en développement (Timmer et al., 1983). D'une part, ils servent d'incitatifs à la production pour les agriculteurs, les commerçants et les entreprises agroalimentaires ; les prix plus élevés stimulent donc la production Agricole. D'autre part, les prix alimentaires sont aussi un déterminant majeur des revenus réels des pauvres qui consacrent une grande proportion de leurs revenus à l'alimentation. En conséquence, des prix plus élevés appauvrissent les pauvres qui dépendent du marché pour l'essentiel de leur alimentation. Ainsi, « fixer des prix justes » pour l'Agriculture est un exercice d'équilibre délicat consistant à mesurer les intérêts des producteurs

et des consommateurs. À long terme, la solution à ce dilemme est de stimuler la productivité à tous les stades du système agroalimentaire à travers des innovations technologiques et institutionnelles qui font que la production alimentaire reste rentable à un coût à l'unité moins élevé pour les consommateurs. Mais de tels gains de productivité prennent du temps ; donc, à court et moyen terme, le dilemme reste entier. Ce dilemme est particulièrement évident en Afrique de l'Ouest depuis 2008, les décideurs se débattant pour trouver des moyens d'équilibrer des exigences de prix alimentaires plus bas formulées par les consommateurs et le désir d'inciter encore plus les agriculteurs à produire plus.

» *Débat sur la taille et la propriété des exploitations et des entreprises agroalimentaires.* Bien que les politiques de la plupart des pays de la CEDEAO adoptent la notion de « l'exploitation familiale » comme fondement de la stratégie de développement agricole, en pratique, le débat s'amplifie dans la région sur la question du bon équilibre entre exploitations commerciales à grande échelle (y compris étrangères) et plus petites entreprises agricoles. Un débat similaire concerne les mesures envers les entreprises agroalimentaires. Le débat revêt plusieurs dimensions, notamment des questions empiriques sur les économies d'échelle possibles dans diverses catégories d'opérations, l'impact de la taille de l'entreprise et de l'intensité de capital sur la création d'emplois, le rôle de la propriété et du contrôle étranger, les impacts environnementaux des exploitations de diverses tailles et la vision plus vaste du rôle de l'agriculture dans la société. Il est aussi fortement lié aux concertations politico-économiques en cours sur les acquisitions de terre à grande échelle par des investisseurs étrangers et nationaux (surnommées « accaparement de terres »).<sup>11</sup>

» Relever de tels défis exige de s'attaquer aux obstacles qui entravent la performance du système agroalimentaire, de la fourniture d'in-

trants à la livraison du produit final au consommateur. Par conséquent, nous nous référons dans cette étude à l'Agriculture avec un « A » majuscule comme étant l'ensemble du système agroalimentaire, de la fourniture des intrants à la table du consommateur. (L'agriculture avec un petit « a » dans cette étude se réfère à l'activité agricole réunissant à la fois les cultures et la production animale.)

## 1.2 Contexte, objectif et portée de l'étude

Au regard des défis et des opportunités auxquels est confrontée l'Agriculture ouest-africaine, la Banque africaine de développement (BAD), avec l'appui du gouvernement français, a approché l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la CEDEAO sur la possibilité de mener une étude analytique conjointe. Cette étude sur la croissance agricole en Afrique de l'Ouest a pour objet : (1) de contribuer à une meilleure compréhension du contexte en mutation de la croissance de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest en examinant de plus près les facteurs et tendances qui affectent la demande et l'offre de produits agroalimentaires (2) d'analyser l'aptitude du secteur Agricole à réagir à ces tendances (3) d'examiner l'évolution et la pertinence du cadre politique à répondre à ces transformations et (4) d'en déduire les principales implications sur les futures priorités des politiques. En raison de l'importance grandissante de la création de valeur ajoutée, l'Agriculture est étudiée dans le contexte plus large du système agroalimentaire. Bien qu'une analyse complète du système agroalimentaire dans sa totalité « des semences aux déchets » dépasse le champ d'une seule étude, l'étude AGWA porte une attention particulière à certains segments en aval, notamment le secteur agroalimentaire, le commerce, la consommation alimentaire et la vente des aliments au détail, ainsi qu'à certaines chaînes de valeur qui revêtent une importance décisive pour la région.

L'étude AGWA examine ces questions sous l'angle régional des 15 Etats membres de la CEDEAO. Elle complète ainsi de précédentes études de développement agricole à l'échelle nationale,

<sup>11</sup> À compter de la mi-2012, le Land Portal (Portail des terres), initiative conjointe de la FAO et de plusieurs autres organisations visant à élaborer et mettre à jour une base de données mondiale sur les transactions internationales de terres, a établi la liste de 98 grandes acquisitions de terres agricoles par des entités étrangères pour une superficie totale de 3,8 millions d'hectares dans la zone de la CEDEAO (<http://landportal.info/landmatrix/get-the-detail/by-target-region>).

continentale et mondiale. Elle a pour but de réunir des faits avérés et des analyses dispersées et fragmentées sur les divers aspects de la transformation agroalimentaire ouest-africaine (à savoir production, consommation, flux commerciaux, chaînes de valeur, agro-industrie et distribution) en un seul volume et de mettre celui-ci à disposition d'un vaste public intéressé par les politiques agricoles et les investissements dans la région. Une telle compilation facilite non seulement l'accès, pour toute une gamme de parties prenantes, à cet ensemble de faits et d'analyses sur le sujet, mais souligne aussi les interdépendances, synergies et compromis difficiles entre les divers domaines politiques, condition préalable à l'élaboration de politiques fondées sur les faits et à la coordination au-delà des politiques sectorielles classiques. Cette étude cible donc un vaste public, notamment les décideurs et praticiens des gouvernements nationaux, les organisations régionales et les partenaires de développement, ainsi que les organisations de la société civile et du secteur privé impliqués dans les domaines politiques liés au système agroalimentaire. Les étudiants et les experts de la région et d'ailleurs qui étudient le développement agricole de l'Afrique de l'Ouest pourraient aussi trouver cette étude utile. Vu l'ampleur de son champ d'application et de son thème, elle s'appuie surtout sur des données secondaires et sur une quantité considérable de documentation spécialisée. Pour procéder à un premier examen de cette documentation et à une analyse de données pour combler les lacunes d'information, l'équipe AGWA a aussi commandé certains documents de référence et réalisé un petit nombre d'études de terrain pour lesquelles l'information secondaire était fortement insuffisante. Ce travail de terrain a essentiellement porté sur l'évolution des comportements des consommateurs, en tant que facteurs de l'évolution rapide de la consommation alimentaire dans les mégapoles émergentes de l'Afrique de l'Ouest, et sur les réponses des entreprises agroalimentaires, supermarchés et restaurants de restauration rapide face à ces changements.

La FAO a dirigé l'exécution de l'étude, en étroite collaboration avec la BAD et la CEDEAO. L'exécution s'est déroulée en trois étapes. Lors de la première étape, le personnel de la FAO a mené une étude préliminaire basée sur un examen ini-

tial de la documentation spécialisée existante, les sources de données et les initiatives de recherche en cours par les partenaires de développement et les institutions de recherche. Cette recherche a identifié : (1) les principaux facteurs structurels et tendances de l'offre et de la demande dans les systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Ouest (2) les enjeux politiques et les opportunités que ces dynamiques de l'offre et de la demande impliquent (3) la mesure dans laquelle les diverses problématiques mentionnées sont traitées par la documentation spécialisée et les analyses existantes et (4) les lacunes fondamentales devant être comblées pour la création d'une base empirique bien informée d'élaboration des politiques.

S'appuyant sur l'analyse initiale de l'étude préliminaire et les commentaires et suggestions obtenus lors d'un atelier de parties prenantes tenu à Rome en fin de phase préliminaire, la BAD, la FAO et la CEDEAO ont conclu que les prochaines phases de l'étude devraient se pencher sur toute une série de tendances et de problèmes politiques affectant la transformation du système agroalimentaire à l'échelle nationale et régionale, plutôt que de s'intéresser aux chaînes de valeur individuelles ou à des politiques spécifiques. Le but d'une étude aussi vaste était de mettre en lumière les synergies et les liens entre les divers domaines politiques, de dégager les implications politiques pertinentes et de s'appuyer sur d'autres études plus précises et de les compléter au lieu de refaire leurs travaux. L'étude complète la discussion des tendances génériques, problématiques et les implications politiques mais avec des exemples précis à l'échelle des pays et des chaînes de valeur.

Lors de la seconde phase de l'étude, un examen en profondeur de la documentation spécialisée a été réalisé sur divers thèmes et la FAO a commandé des documents de référence en vue d'examiner et d'analyser les études existantes et l'information secondaire, et de combler certaines lacunes analytiques et de connaissances. Ce vaste examen et la synthèse de l'information existante ont été complétés par quelques travaux de terrain portant sur des questions particulières pour lesquelles l'information secondaire et l'analyse étaient particulièrement peu solides ou insuffisantes. Le travail de terrain a permis d'examiner certains problèmes

de façon plus approfondie et d'en discuter avec les parties prenantes du système agroalimentaire. Le travail de terrain a été mené dans la région métropolitaine d'Accra et sa banlieue au Ghana et dans le corridor Lagos-Ibadan au Nigeria. Ces deux régions ont été choisies car elles sont à l'avant-garde de la transformation des systèmes agroalimentaires en termes d'urbanisation, d'essor de la classe moyenne, d'évolution des habitudes de consommation alimentaires et d'expansion des systèmes de distribution des produits alimentaires modernes et des agro-industries. L'accent a été mis sur l'exploration des attitudes des consommateurs urbains à Accra et Lagos face aux divers produits alimentaires et aux divers points de vente des produits alimentaires. L'équipe AGWA a aussi discuté avec des directeurs et des fournisseurs des divers points de vente des produits alimentaires, des entreprises agroalimentaires du couloir Lagos-Ibadan et des producteurs de volaille au Ghana.

Outre les consultations des parties prenantes lors du travail de terrain, l'équipe de l'étude AGWA a invité le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) à produire des documents de référence mettant en lumière ses perspectives sur l'évolution du contexte politique de la région, ainsi que les expériences et opportunités de participation des familles d'agriculteurs dans les chaînes de valeur Agricoles.

Les documents de référence, l'étude préliminaire et autres informations empiriques ont servi de base à la troisième étape, l'élaboration du rapport définitif.

### *1.3 Le rapport définitif AGWA : un guide de lecture*

Après un chapitre introductif, le texte principal de ce rapport est structuré en quatre parties. Chaque partie contient deux ou trois chapitres consacrés aux grands thèmes de l'étude. Après ces quatre parties, un dernier chapitre présente les principales conclusions, les implications politiques et les éléments clés pour l'avenir. Les chapitres sont complétés, dans les Parties I et IV, par des sections thématiques, en fait des mini-chapitres de quelques pages chacun qui

abordent de façon plus détaillée les principales problématiques, comme les défis que la région doit relever face à la volatilité des prix et le rôle des groupes de producteurs dans l'élaboration des politiques agricoles. Pour finir, une synthèse résume l'essentiel des divers chapitres et parties de cet ouvrage.

Pour aider le lecteur à s'orienter dans cette étude, les paragraphes suivants offrent un bref aperçu du contenu des diverses parties, chapitres et sections thématiques. Une introduction plus détaillée figure en début de chaque Partie, et les grands points saillants et conclusions sont brièvement résumés à la fin de chaque chapitre.

#### *Partie I*

La Partie I (chapitres 2-4) examine (1) les forces économiques, technologiques et sociales motrices de la croissance et du changement dans le système agroalimentaire en Afrique de l'Ouest (2) examine la réponse de la production agricole à ces facteurs et (3) le rôle que le commerce international et régional ont joué dans la performance de l'Agriculture de la région, à la fois en termes d'exportations et de dépendance croissante de la région vis à vis des importations alimentaires. Le **Chapitre 2** en début de la Partie I décrit cinq forces motrices principales qui agissent sur l'évolution structurelle du système agroalimentaire en Afrique de l'Ouest, allant des transformations démographiques à la mondialisation et aux révolutions technologiques. Ce chapitre analyse l'évolution de ces mutations dans l'ensemble de la région de la CEDEAO et traite des grandes variations d'un pays à l'autre. La **Section thématique A**, qui suit le chapitre 2, se penche en détail sur l'enjeu de la volatilité des prix, une préoccupation désormais plus grave depuis la montée en flèche des prix mondiaux de 2008 mais qui en réalité pèse sur les marchés de l'Afrique de l'Ouest depuis longtemps.

Le **Chapitre 3** examine ensuite la réponse de l'Agriculture ouest-africaine, en termes de production accrue et de gains de productivité, aux dynamiques évoquées dans le Chapitre 2. Après avoir brièvement décrit la diversité du tissu productif de la région, le chapitre décrit les tendances de la production agricole dans l'ensemble de la région au cours des trente dernières années, ainsi

que ses variations d'un pays à l'autre. Il analyse ensuite dans quelle mesure la croissance a été déterminée par les gains de productivité ou s'il s'agit simplement d'une expansion de la production avec l'utilisation des technologies existantes. Le chapitre documente une réponse très mitigée de la production face à la hausse de la demande de produits agricoles ouest-africains décrite dans le Chapitre 2. Ce chapitre continue par une analyse des grandes raisons de cette réponse mitigée, allant de l'accès limité de nombreux agriculteurs de la région au marché, à des systèmes de recherche et de vulgarisation sous-financés et à un cadre politique peu porteur.

Les pays d'Afrique de l'Ouest participent depuis longtemps aux échanges internationaux, que ce soit avec leurs partenaires d'outre-mer ou leurs voisins. Le **Chapitre 4** analyse les performances du commerce agricole ouest-africain ces trente dernières années, à la fois avec les pays d'outre-mer et à l'intérieur de la région. Dans ce chapitre sont examinées les tendances des importations alimentaires croissantes de l'Afrique de l'Ouest et ses performances d'exportation agricole à la lumière des déterminants décrits dans le Chapitre 2 et de la réponse mitigée de l'offre abordée dans le Chapitre 3. Ce chapitre traite aussi de l'évolution de la composition des importations et des exportations Agricoles de la région ainsi que de leur concentration géographique, mettant l'accent sur la prédominance du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal dans le commerce de la région avec les pays d'outre-mer. Pour conclure, ce chapitre décrit le rôle important et néanmoins peu documenté du commerce Agricole intra-régional qui offre des débouchés rémunérateurs aux producteurs ouest-africains et améliore la sécurité alimentaire chez les consommateurs.

## *Partie II*

La Partie II (Chapitres 5-7) examine l'évolution de la demande à laquelle sont confrontés les systèmes agroalimentaires ouest-africains sur les marchés intérieurs et régionaux. Cet examen se fait à trois niveaux d'analyse. Le **Chapitre 5** prend les données des bilans alimentaires (BA) de chacun des quinze pays de la CEDEAO sur une période de trente ans et documente, de 1980

à 2009, l'évolution de la disponibilité de macronutriments (calories, protéines et lipides) et de celle de divers groupes d'aliments (féculents, produits animaux, fruits et légumes, etc.). Les chiffres disponibles par habitant (mesure approximative de la consommation par habitant) révèlent une évolution frappante des régimes alimentaires dans la région sur cette longue période, évolution marquée par une amélioration générale de la disponibilité des aliments et de la qualité du régime alimentaire, mais variant énormément d'un pays à l'autre. L'impact négatif des guerres et troubles civils sur la disponibilité par habitant et la diversité du régime alimentaire est clair, tout comme l'est l'effet positif de la forte croissance économique de pays tels que le Ghana et le Cap-Vert.

Dans le **Chapitre 6**, l'analyse des moyennes nationales de disponibilité alimentaire par habitant contenue dans les BA laisse la place à un examen de la variation des dépenses alimentaires entre zones rurales et zones urbaines et entre différentes catégories de revenus. Pour ce faire, les résultats des études de budget-consommation réalisées dans 9 des 15 pays de la CEDEAO sont analysés. Ces études permettent d'enquêter sur la façon dont la hausse des revenus et l'urbanisation ont affecté et sont susceptibles d'affecter à l'avenir la demande d'aliments essentiels parmi divers groupes démographiques. Plusieurs de ces études présentent des estimations de l'élasticité-revenu de la demande et des parts marginales de budget consacrées à divers aliments dans ces différents pays, paramètres qui permettent de mieux saisir l'ampleur de l'évolution probable de la demande d'aliments variés dans ces pays.

Le **Chapitre 7** complète les analyses quantitatives des Chapitres 5 et 6 par des résultats quantitatifs de groupes de réflexion avec des consommateurs et des détaillants d'Accra et Lagos sur les principaux facteurs, notamment les changements de mode de vie, les prix et la commodité, qui déterminent les choix alimentaires dans les mégapoles d'Afrique de l'Ouest. Ces résultats donnent un aperçu des enjeux que les producteurs, entreprises agroalimentaires et détaillants doivent relever s'ils veulent concurrencer les produits alimentaires importés.

### Partie III

La Partie III (Chapitres 8-10) analyse comment le système de distribution alimentaire dans les points de vente au détail, les industries agroalimentaires et les chaînes de valeur agricoles de la zone de la CE-DEAO réagissent aux forces du changement structurel décrit dans la Partie I et à l'évolution rapide de la demande décrite en Partie II. En commençant par le consommateur en bout de chaîne, le **Chapitre 8** analyse la situation et l'évolution probable de la vente au détail des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest en mettant plus particulièrement l'accent sur les modèles de points de vente plus modernes. Le rôle des supermarchés et des restaurants de restauration rapide dans la transformation des chaînes d'approvisionnement et du commerce de détail des produits alimentaires en Asie, en Amérique Latine et en Afrique Australe ont été largement étudiés ces dernières années, suscitant de fortes inquiétudes quant à l'exclusion possible des petits exploitants agricoles de ces segments de marché. Toutefois les perspectives de croissance du commerce moderne de détail de produits alimentaires en Afrique de l'Ouest n'étant pas bien connues, il a été demandé aux chercheurs AGWA d'enquêter sur la question. Le Chapitre 8 débute par un examen des preuves de l'émergence et de l'expansion du commerce moderne de détail des produits alimentaires dans toute l'Afrique, puis de leur expansion au Nigeria et au Ghana. Ce chapitre met en lumière les enjeux et potentialités que la modernisation du commerce de détail des produits alimentaires représente pour les divers acteurs du système agroalimentaire de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que la persistance des petits commerces traditionnels dans l'avenir.

Le **Chapitre 9** analyse la structure et la performance de l'agrotransformation dans la région et met particulièrement l'accent sur l'hétérogénéité de ce segment du système agroalimentaire. L'agrotransformation en Afrique de l'Ouest se caractérise par une dichotomie entre le nombre relativement restreint d'entreprises d'échelle industrielle (dont un grand nombre transforme des produits importés, comme le blé et la poudre de lait) et le grand nombre d'entreprises de petite taille, fréquemment exploitées dans le secteur informel. Le chapitre souligne les enjeux de chaque segment, allant des difficultés des gros exploitants

à s'approvisionner en matières premières de qualité constante aux difficultés des plus petits exploitants à améliorer la qualité et la présentation de leurs produits finis.

Le **Chapitre 10**, le plus détaillé de la Partie IV, analyse comment les chaînes de valeur s'adaptent aux diverses forces de changement structurel et à la demande, et détermine en quoi les caractéristiques de diverses chaînes de valeur affectent leur aptitude à devenir compétitifs dans le nouveau contexte mondial dans lequel évolue l'Agriculture ouest africaine. Le chapitre développe ces points en se focalisant en détail sur les six chaînes de valeur qui illustrent les nombreux enjeux et potentialités de l'Afrique de l'Ouest : riz, manioc, volaille, produits laitiers, cacao et coton. Ensuite, une analyse plus brève est consacrée à d'autres chaînes de valeurs pour lesquelles les perspectives de demande sont prometteuses. Il s'agit de l'huile végétale, du bétail de ruminants, du maïs, du niébé, des fruits destinés à la transformation et des noix de cajou.

### Partie IV

La Partie IV (Chapitres 11 et 12) analyse les répercussions des questions abordées dans les chapitres précédents sur les investissements publics et les politiques nationales et régionales, notamment les politiques commerciales. Ces investissements et politiques visent à stimuler la croissance agricole, à créer des emplois et à faciliter l'intégration régionale. Trois sections thématiques approfondissent des questions politiques spécifiques largement débattues ces dernières années en Afrique de l'Ouest (participation des parties prenantes à la formulation des politiques, accès des agriculteurs aux intrants améliorés, et droits fonciers et droits à l'usage de l'eau).

Le **Chapitre 11** commence par une brève analyse de l'évolution des politiques agricoles dans la région, de l'indépendance jusqu'à la période de l'ajustement structurel des années 1980 et 1990, et à la « redécouverte de l'agriculture » par les gouvernements africains et leurs partenaires de développement, aux environs des années 2000. Sont abordés ensuite plus en détail les politiques agricoles actuelles et les plans d'investissement dans la région, au niveau national comme régional. À cela s'ajoute une analyse des

politiques économiques régionales de l'UEMOA et de la CEDEAO, respectivement Politique Agricole de l'UEMOA (PAU) et Politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP). La procédure de l'ECOWAP a été fusionnée avec le PDDAA en 2005, et ce programme conjoint (connu sous le nom ECOWAP/PDDAA) a contribué à réorienter les politiques agricoles et les programmes d'investissement aux niveaux national et régional. Le Chapitre 11 analyse ces politiques et programmes d'investissement à l'échelle nationale—soulignant les éléments communs ainsi que les approches divergentes dans les 15 Etats membres de la CEDEAO—et à l'échelle régionale, examinant s'ils répondent bien ou non aux enjeux identifiés plus haut dans ce rapport. Ce faisant, ce chapitre examine également la cohérence des politiques nationales et régionales, identifiant ainsi les « lacunes politiques ».

Suite au Chapitre 11, les **Sections thématiques B, C et D** abordent les questions politiques devenues de plus en plus décisives ces dernières années : (1) le rôle des groupes de parties prenantes, notamment du ROPPA, le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest, dans la conception et la mise en œuvre des politiques (2) les solutions politiques pour améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants comme les engrais, les semences améliorées, les pesticides et les produits vétérinaires et (3) les politiques affectant les droits fonciers et les droits à l'usage de l'eau.

Bien que le Chapitre 11 soit surtout consacré aux investissements agricoles et aux stratégies de

développement pour le marché intérieur, le **Chapitre 12** analyse les politiques qui affectent le commerce de la région, à la fois entre les pays membres de la CEDEAO et avec le monde extérieur. Il relate les progrès à ce jour de la promotion de l'intégration économique régionale dans le contexte de la CEDEAO et de l'UEMOA, notamment la promotion du libre-échange au sein de ces communautés économiques, et la création d'un Tarif Extérieur Commun et des mécanismes de sauvegarde qui l'accompagnent pour négocier leurs échanges avec le reste du monde. Ce chapitre examine aussi les enjeux de la CEDEAO dans l'élaboration d'un Accord de partenariat économique régional avec l'Union Européenne et en quoi les initiatives d'intégration régionale ont interagi avec les obligations de ses Etats membres envers l'Organisation mondiale du commerce. Le Chapitre 12 analyse aussi les outils accessibles à la région, au-delà des mécanismes de protection proposés, pour s'armer contre la volatilité des prix qu'elle rencontre en Afrique de l'Ouest ainsi que sur les marchés mondiaux. Pour finir, le chapitre examine la cohérence entre les politiques Agricoles et commerciales à la lumière des évolutions structurelles en cours dans les économies ouest-africaines.

#### *Principales conclusions et implications politiques*

Le dernier chapitre (Chapitre 13) présente les principales conclusions et implications politiques de l'étude AGWA et propose une approche pour relever les enjeux et saisir les potentialités de l'Agriculture ouest-africaine.